

**REJUGEMENT DE
L'AFFAIRE DE TRAFIC
DE COCAÏNE À AIR
ALGÉRIE**

**Un trafic et des
interrogations**

Au moment où la compagnie Air Algérie traversait une zone de turbulence, certains de ses fonctionnaires, relevant du personnel navigant commercial (PNC), s'adonnaient au trafic de la cocaïne, sur la ligne Alger-Bamako. C'était entre 2010 et 2011, deux années avant que les éléments de l'ex-Département du renseignement et de la sécurité (DRS) ne démantèlent le réseau, composé de plus d'une vingtaine de personnes.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les mis en cause sont de nouveau jugés depuis hier au niveau du tribunal criminel près la cour d'Alger. Lors du premier procès, en décembre 2013, le tribunal criminel avait reconnu une grande partie d'entre eux comme étant «coupables d'appartenance à une organisation criminelle s'adonnant au trafic et à la consommation de drogue». Comme lors du premier procès, il ressort nettement qu'il s'agit d'un «véritable réseau de trafic», dont la tête pensante est un cadre de la compagnie et proche de la structure syndicale. En effet, comme lors du procès de 2013, c'est dans une salle comble que s'est ouvert hier le procès où sont poursuivis pour cette fois-ci une quinzaine de stewards de la compagnie. Parmi ces derniers, figurent le chanteur Réda Sika et deux officiers de la Sûreté nationale exerçant au niveau de l'aéroport international d'Alger.

Selon l'arrêt de renvoi, deux autres personnes poursuivies dans la même affaire sont actuellement en fuite. Un mandat d'arrêt international a été lancé à leur encontre. Selon l'accusation la vingtaine de personnes sont poursuivies pour les chefs d'inculpation «d'association de malfaiteurs» et «trafic international de drogue». L'affaire avait éclaté en octobre 2011, lorsque les éléments de la police judiciaire du Département du renseignement et de la sécurité (DRS) ont ouvert une enquête sur l'existence d'un réseau international activant dans l'axe Bamako-Alger-Barcelone spécialisé dans le trafic de drogue, notamment dans le «commerce» de la cocaïne. Les investigations menées et autres filatures effectuées par les enquêteurs de la police judiciaire ont abouti à l'arrestation du nommé Abdenour, steward au sein de la compagnie Air Algérie. Ce dernier et d'autres stewards servaient d'interface entre le chef du réseau et le revendeur, un certain Brahim, Malien de nationalité. Comme lors du premier procès, le premier à passer à la barre est un steward arrêté à l'aéroport d'Alger, à son retour de Bamako, en possession de 200 g de cocaïne. S'exprimant en langue française, il révèle tous les détails de son implication dans cette affaire. Il déclare : «Farsi Abdenour m'a donné une somme de 2075 euros à remettre à Brahim, un Malien qui, selon lui, devait lui acheter des choses.

A Bamako, Brahim est venu me voir. Je lui ai remis l'argent. En contrepartie, il m'a donné deux petits sachets. Je ne savais pas ce qu'il y avait dedans. Ma mission était de les remettre à Farsi. Mais j'ai eu très peur. Je suis passé par les contrôles et personne ne m'a soupçonné.

Farsi m'a appelé vers 4h. On s'est donné rendez-vous et je lui ai remis le paquet. Il m'a glissé 42 000 DA en me disant que le reste, 28 000, me sera remis après. De retour à la maison, Hadji Mounir m'a téléphoné pour me réclamer 20 000 DA, parce qu'il avait servi d'intermédiaire. Quelque temps après, Farsi m'a proposé de remplacer quelqu'un sur Bamako, en m'assurant qu'il pouvait me programmer sans aucune difficulté (...). Il m'a donné 6 435 euros à remettre à Brahim, le Malien, en contrepartie d'une somme de 100 000 DA. Or, pour cette fois-ci, les services de sécurité étaient là.» Cette arrestation opérée, le réseau est vite démantelé. Des fonctionnaires d'Air Algérie, des policiers, ou de simples personnes, impliqués sont mis hors d'état de nuire. Hier pour ce premier jour du procès, les auditions se sont poursuivies tard dans la soirée. Le réquisitoire du parquet est attendu pour aujourd'hui.

A. B.

BOURSE D'ALGER

Première séance de cotation des actions de Biopharm

Les titres de capital émis par le groupe pharmaceutique Biopharm, au cours de la période de l'offre publique de vente (OPV) qui s'est étalée du 13 mars au 7 avril 2016, ont été introduits hier à la négociation au niveau de la cote officielle de la Bourse d'Alger.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - L'événement s'est déroulé en présence du DG du groupe, Abdelouahed Kerrar, du DG de la Bourse, Yazid Benmouhoub, et du président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), Abdelhakim Berrah.

Selon un communiqué de la Cosob, l'admission des titres de capital de Biopharm en bourse «vient en concrétisation de l'engagement de l'émetteur transcrit dans la notice d'information, relative à l'offre publique de vente à prix fixe ayant reçu le visa (n°2015/03 du 2 décembre 2015) de la commission de la Cosob».

Constatant la satisfaction par l'émetteur de toutes les conditions d'éligibilité relatives à l'introduction au niveau de la Bourse d'Alger, «la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse a autorisé, en date du 18 avril 2016 (décision n°CAB/14/2016), l'admission au niveau de la Bourse d'Alger des actions de la société Biopharm/spa ». L'OPV a, pour rappel, permis à la société Biopharm la mise en vente de 5 104 905 actions d'un montant de 6 253 443 700 DA au prix fixe de 1 225 DA l'action. Ces titres ont représenté 20% du capital social et ont été souscrits par 3 309

souscripteurs. La Cosob annonce qu'un contrat de liquidité sera mis en œuvre par l'émetteur et l'Intermédiaire en opérations de bourse accompagnateur (IOB BEA) dans le but d'assurer la cotation régulière du titre de capital, notamment durant les premiers mois suivant son introduction à la cote. La durée du contrat de liquidité est de six mois prorogeable à douze mois par tacite reconduction, précise la Cosob. Il est à signaler que l'introduction des titres de capital de Biopharm/Spa au niveau de la cote officielle de la Bourse d'Alger vient ainsi porter le nombre de titres de capital cotés à cinq et le niveau de la capitalisation boursière à plus de 45 milliards de DA.

Dans le détail, les résultats de l'opération font ressortir que 3 309 personnes de 46 wilayas ont pris part aux souscriptions. La campagne de souscription de l'OPV du laboratoire pharmaceutique privé Biopharm s'est clôturée le jeudi 7 avril 2016.

Dans un communiqué, Biopharm a tenu à remercier les souscripteurs qui ont témoigné par «leur engagement financier de leur confiance en l'entreprise et ses 17 00 collaborateurs». Biopharm tient également «à saluer le rôle joué par le syndicat de placement avec à leur tête la Banque extérieure d'Algérie qui a assuré le rôle de chef de file. L'opération est un succès et l'actionnariat est diversifié, allant de la plus petite souscription de 6 125 DA à la plus importante de 1 000 000 575 DA. Cette opération qui s'est déroulée en 4 semaines, témoigne d'un progrès compte tenu de sa taille relativement importante», note-t-on. Biopharm, qui est ainsi la société pharmaceutique qui fait son

entrée en Bourse, invite les actionnaires actuels et potentiels à placer des ordres d'achat et de vente dès à présent auprès des intermédiaires en opérations de bourse suivants : Banque extérieure d'Algérie (BEA), Banque de développement local (BDL), BNP Paribas El Djazaïr, Caisse nationale d'épargne et de prévoyance-banque (CNEP), Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), Crédit populaire algérien (CPA), Banque nationale d'Algérie (BNA), Société Générale Algérie, Tell Markets.

Conformément aux bonnes pratiques de publication financière des sociétés cotées en Bourse, Biopharm s'engage à publier sur son site internet toutes les informations susceptibles d'avoir un impact sur la valeur de ses titres. «C'est une opération réussie, et je tiens à remercier l'ensemble du réseau bancaire qui a travaillé pour la réussite de cette opération, notamment le chef de file qu'est la BEA», a déclaré Yazid Benmouhoub, qui annonce l'entrée prochaine de la cimenterie publique Aïn El Kébira qui fait parti des 8 sociétés publiques qui ont reçu l'aval du CPE. «Avec l'arrivée de ces deux sociétés (Biopharm et cimenterie Aïn El Kébira), on aura 6 sociétés cotées à la Bourse d'Alger, tandis que la capitalisation va passer de 15 milliards de DA à presque 1 milliard de dollars à la fin de ce premier semestre , a-t-il ajouté.

Le DG de la Bourse espère l'entrée en bourse d'ici la fin de cette année d'«au moins trois sociétés» dont les dossiers sont, précise-t-il, très bien avancés.

Y. D.

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE HOUARI-BOUMEDIÈNE

**Des masters intégrés professionnalisants
pour l'année universitaire 2017-2018**

Des masters à intégrer avec seulement un diplôme de baccalauréat est ce qu'envisage le corps dirigeant de l'USTHB. Leur objectif est de les faire coïncider avec les besoins réels du marché du travail et ceux du nouveau modèle économique.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - A en croire les projections du professeur Mohamed Saïdi, recteur de l'USTHB, l'établissement verra l'instauration d'un nouveau type de masters pour l'année universitaire 2017-2018, plus conforme à la réalité économique algérienne et internationale. Une annonce qu'il a faite à l'occasion de la célébration des 42 années d'existence de l'université. Qualifiés de «masters intégrés», en plus d'être professionnalisants, leur durée

d'études est de 5 ans puisqu'ils concerneront directement les nouveaux bacheliers voulant opter pour des spécialités en sciences, physique ou en informatique, entre autres. En l'occurrence, il n'y a pas obligation d'obtenir un diplôme de licence pour accéder à un master de type intégré. Le nouveau recteur de l'université dit placer «l'amélioration des conditions de travail et de vie des étudiants» au cœur de sa politique de développement de l'USTHB. Rajoutant que la rentrée universitaire 2015-2016 a été marquée par «une forte pression» considérant le nombre record des nouveaux inscrits estimé à plus 8 500.

Aujourd'hui, l'ensemble de la communauté estudiantine de l'USTHB est évalué à 39 500 inscrits contre 1 858 enseignants. C'est pourquoi le professeur M. Saïdi dit «envisager des travaux de rénovation et d'agrandissement des structures de l'université». Selon lui, quatre chantiers sont «en cours d'achève-

ment» ainsi que trois nouveaux bâtiments, respectivement dédiés à la médecine préventive, enseignement intensif des langues et archivage. En plus de la mise en place d'un comité d'éthique et de déontologie et d'une cellule de contrôle et assurance qualité des études, a-t-il déclaré.

A rappeler que sur le plan africain, l'USTHB figure en troisième place après l'Afrique du Sud et l'Egypte pour ce qui est du classement des universités spécialisées en sciences et physique. Pour figurer toujours dans ce top 3 continental, des conventions-cadres internationales sont souvent signées avec des universités européennes (France, Espagne, Allemagne, Italie et Ukraine), asiatiques (Russie, Chine, Malaisie et Japon) et canadiennes pour une actualisation continue des programmes, technologies et équipements pédagogiques utilisés.

N. B.

DJAZAGRO

**Le leasing de l'équipement agro-industriel
pour booster la production algérienne**

Le Salon international de l'agroalimentaire, Djazagro, n'est pas seulement dédié aux produits agroalimentaires directement consommables mais également aux équipements techniques et industriels liés à leur fabrication.

Etant le rendez-vous annuel le plus attendu des opérateurs de l'agroalimentaire et de la restauration algériens et internationaux, Djazagro donne plus de visibilité à ce secteur, encore marqué par une promotion particulière ces derniers mois. Une campagne qui semble, notamment, soutenue par l'Etat. Dans le cadre du «nouveau modèle économique de promotion de la pro-

duction algérienne», la Société nationale de leasing (SNL) participe pour la première fois au salon Djazagro, qui prendra fin aujourd'hui, pour présenter ses solutions d'accompagnements financiers aux entreprises désirant développer le secteur agro-industriel. Ceci, à travers différentes formules de leasing pour les appareils et matériels de production. Tout au long de cette édition de Djazagro, la SNL dit présenter aux entreprises participantes ainsi qu'aux visiteurs de ce Salon professionnel, «une large gamme de solutions innovantes de produits leasing pour l'acquisition de matériels et d'équipements». Selon les représentants de la société, cette manifestation commerciale sera une occasion pour accroître les possi-

bilités des entreprises à accéder aux financements et pour accompagner leur développement. Parmi sept formules de leasing (acquisition ou renouvellement), quatre seront mises à l'honneur durant cette rencontre : Sn leasing équipements industriels de production et de transformation, Sn leasing transport, Sn leasing services (équipements de télécommunication, bureautique, matériel informatique...) et Sn leasing immobilier.

Par ailleurs, des experts de SNL seront présents tout au long du Salon pour prodiguer conseils et recommandations sur mesure aux professionnels du secteur de l'agroalimentaire et de la restauration.

N. B.